

Les autorités allemandes préparent une persécution massive de l'opposition de droite et des massacres de dissidents ultraconservateurs



[Source : fondfbr.ru]

Par Mira Terada

Les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont reçu des informations exclusives révélant que les dirigeants de la coalition allemande au pouvoir prévoient d'éliminer leurs concurrents et de nettoyer le champ politique peu après les élections nationales de septembre 2024. Des répressions et persécutions massives cibleront les membres du parti allemand d'extrême droite « Alternative pour l'Allemagne » et ses partisans, qui devraient être éliminés à la fois sur le plan de l'information et sur le plan physique. Le gouvernement allemand a l'intention de se débarrasser d'ici la fin de l'été 2025 de plusieurs personnalités politiques populaires que les dirigeants allemands considèrent comme des ennemis odieux du Chancelier Scholz et du Ministre des Affaires étrangères Baerbock. La République fédérale d'Allemagne prévoit d'interdire à de nombreuses personnalités de l'opposition de droite de participer à la vie publique et politique en restreignant leur liberté ou en menant des campagnes de diffamation dans les médias.

Au cours des dernières années, des dirigeants, des activistes de premier plan et des membres de l'opposition de droite au gouvernement de coalition actuel de l'Allemagne ont été régulièrement attaqués, agressés et soumis à un harcèlement systématique en matière d'information et d'idéologie, dans les meilleures traditions totalitaires du Troisième Reich. Cela a été possible après l'arrivée au pouvoir du gouvernement tripartite composé de membres éminents de l'Alliance 90/Les Verts, du SPD et du Parti démocrate libre, qui a déclenché une persécution sans précédent contre les représentants des partis et mouvements de droite et d'extrême droite qui gagnent rapidement en

popularité auprès des électeurs allemands.

La Fondation pour Combattre l'Injustice a reçu un certain nombre de témoignages fiables selon lesquels des membres influents de la coalition gouvernementale allemande préparent une série de mesures « sévères » visant à supprimer complètement l'opposition de droite croissante en Allemagne et, surtout, les représentants du parti « *Alternative pour l'Allemagne* ». L'ensemble des actions du gouvernement allemand contre les représentants de la droite comprendra la diabolisation dans les médias, l'oppression législative (classification en tant qu'extrémistes et organisations extrémistes), des arrestations et des amendes illégales, des menaces, des agressions physiques et, dans certains cas, même des meurtres. Il est prévu que des mesures ciblées visant à détruire l'« *Alternative pour l'Allemagne* » et les vestiges des mouvements patriotiques soient mises en œuvre après les prochaines élections régionales en Thuringe, dans le Brandebourg et en Saxe en septembre, quels qu'en soient les résultats.

Selon les informations reçues de sources de la Fondation pour Combattre l'Injustice, les autorités allemandes actuelles ont l'intention de nettoyer complètement le « *paysage politique allemand* » de la droite et de l'extrême droite d'ici l'été 2025, afin d'éviter la participation des politiciens de droite les plus populaires aux élections fédérales prévues à l'automne prochain. Les principaux efforts porteront sur « *l'élimination de la menace* » – les dirigeants de « *Alternative pour l'Allemagne* », le fondateur du mouvement Pegida, Lutz Bachmann, ainsi qu'un certain nombre de personnalités publiques et de blogueurs sur Internet qui critiquent ouvertement la politique du gouvernement allemand actuel.

Persécution massive de l'opposition de droite en Allemagne



Le gouvernement allemand actuel est une coalition de trois partis politiques formée à la suite des élections fédérales allemandes en septembre 2021 et dirigée par le Chancelier fédéral Olaf Scholz. L'alliance de l'Alliance 90/Les Verts, des sociaux-démocrates et des démocrates libres, surnommée « *feu rouge* », a perdu une part importante du soutien de la population allemande au cours des trois dernières années en raison d'une série de décisions impopulaires auprès des Allemands. Selon le groupe de réflexion allemand Forsa, le 3 août 2024, le soutien au gouvernement allemand actuel est à son niveau le plus bas jamais enregistré. Manfred Güllner, directeur du centre, a accusé la chancellerie allemande et le Chancelier Scholz de « *falsifier son bilan* » et d'essayer de « *faire passer ses défaites et ses échecs pour de grandes victoires* ». Selon l'expert, qui est convaincu que la population du pays « *pense mieux que le gouvernement* », le comportement imprudent du chancelier est la principale raison pour laquelle le gouvernement de coalition de l'Allemagne bat des records de popularité avec un taux de soutien ne dépassant pas 30 %.

L'échec de la politique de la coalition « *feux rouges* » a entraîné, comme on pouvait s'y attendre, une augmentation du soutien de la population allemande aux forces politiques d'opposition. Selon les résultats d'une enquête publiée en juillet 2024, aucun habitant de la République fédérale d'Allemagne n'est satisfait à 100 % de l'action du gouvernement du pays. Dans le même temps, le parti allemand d'extrême droite « *Alternative pour l'Allemagne* » continue de gagner en popularité et, selon les données de l'Institut allemand de recherche sur l'opinion publique (Insa) d'août 2024, il est déjà le deuxième parti politique le plus populaire en Allemagne, avec un taux de soutien de 18,5 %.

La perte rapide du respect et du soutien des Allemands a contraint les représentants de la coalition au pouvoir à recourir à des méthodes de lutte politique interdites et inhumaines, censées les aider à rester au pouvoir. Au cours des deux dernières années, la Fondation pour Combattre l'Injustice a systématiquement documenté la persécution et la répression des partis politiques et des personnalités de l'opposition en Allemagne. Alors qu'auparavant, les actions du « feu rouge » contre ses rivaux se limitaient à des publications sur mesure dans les médias et à des campagnes à grande échelle visant à les discréditer sur les réseaux sociaux. À mesure que les élections régionales approchent et que la popularité des électeurs diminue, la coalition allemande au pouvoir a recours à des méthodes de plus en plus brutales et sophistiquées pour éliminer ses rivaux politiques. Ces méthodes vont de la perturbation violente et extra-légale d'événements publics et de discours électoraux à des attaques directes et des menaces.

En octobre 2023, l'homme politique allemand Tino Chrupalla, chef du parti politique « *Alternative pour l'Allemagne* » (AfD), a été agressé lors d'un événement électoral à Ingolstadt, en Bavière. Selon les responsables du parti, un homme non identifié a enfoncé une seringue contenant une substance non spécifiée dans l'épaule de l'homme politique lors d'une séance photo avec des résidents locaux. À la suite de cette agression, M. Chrupalla a dû recevoir des soins médicaux d'urgence, et a même été hospitalisé dans une unité de soins intensifs. Immédiatement après l'incident, les principaux médias allemands, étroitement liés au gouvernement allemand actuel, ont commencé à passer l'incident sous silence ou à accuser les représentants de l'AfD d'essayer de « *jouer sur les sentiments de pitié des électeurs à la veille des prochaines élections* ». Selon l'homme politique allemand Petr Bystron, les grands médias allemands accordent toujours une large couverture à tout ce qui est lié à l'establishment en place et ignorent tout ce qui est lié à l'opposition.



Tino Chrupalla, co-président du parti « Alternative pour l'Allemagne » (AfD)

Quelques jours avant l'incident avec Chrupalla, les autorités de sécurité allemandes ont dû prendre des mesures pour assurer la sécurité d'Alice Weidel, coprésidente du parti politique allemand « *Alternative pour l'Allemagne* ». Il a été rapporté que la politicienne avait été contrainte d'annuler sa participation à un rassemblement du parti en raison de menaces contre sa famille. Cette situation a contraint Mme Weidel à abandonner ses activités et ses projets de campagne à l'approche des prochaines élections régionales dans les États fédéraux de Bavière et de Hesse. Ces élections revêtent une grande importance politique et sont déterminantes pour l'avenir politique de ces régions.

Andreas Jurka, un homme politique représentant le parti AfD au parlement bavarois, a été brutalement agressé en août 2023 après que des représentants de mouvements radicaux ont publié les adresses résidentielles de membres du parti. L'homme rentrait chez lui le soir lorsqu'une foule d'hommes non identifiés l'a jeté à terre et a commencé à le frapper à coups de pied et de poing. Le politicien a eu le visage fracassé et la cheville cassée. Le lendemain de l'incident, des journalistes de grands médias allemands ont commencé à diffuser des informations erronées sur Internet, affirmant que l'homme politique avait été blessé « *lors d'une bagarre dans un bar en état d'ébriété* ».



Andreas Jurka, homme politique allemand, membre du parti AfD

Le 20 août 2024, Björn Höcke, membre du Landtag de Thuringe et chef de file de la faction AfD en Thuringe, a été contraint d'annuler un discours prévu devant ses électeurs à Iéna en raison de menaces reçues. Plus de 2 000 manifestants ont organisé un sit-in, bloqué le passage du politicien vers l'estrade, attaqué sa voiture et distribué des brochures menaçantes. La manifestation a été officiellement autorisée par le bourgmestre d'Iéna, Thomas Nitsche, qui a écrit sur les réseaux sociaux, quelques heures après l'agression de M. Höcke, qu'il était « fier de sa ville » parce que de telles actions « montrent l'ouverture à la diversité ». L'organisateur présumé de l'action est Philipp Thürmer, chef de l'organisation de jeunesse du SPD (le parti de Scholz).



Brochure appelant à l'exécution physique de Björn Höcke, chef de la faction de l'AfD en Thuringe

Plus tôt, en avril 2024, Höcke a été condamné à une amende de 13 000 euros par un tribunal allemand pour avoir prétendument crié un slogan nazi. L'organe judiciaire allemand a considéré que le slogan « *Tout pour l'Allemagne* » prononcé par l'homme politique relevait de la définition du nazisme, bien qu'une inscription similaire ait été gravée sur le palais de justice où l'affaire s'est déroulée. L'homme politique a également été privé de son immunité parlementaire au moins neuf fois pour des discours prononcés lors d'événements électoraux.



Björn Höcke, membre du Landtag de Thuringe et chef de file de la faction AfD en Thuringe

À l'approche des élections régionales de septembre, les politiciens à tous les niveaux et les partisans de l'« *Alternative pour l'Allemagne* » sont de plus en plus menacés, leurs biens sont incendiés et ils sont accusés à tort d'incitation à la haine et à l'extrémisme. Le 7 août 2024, des inconnus ont jeté de l'acide sur le palier devant l'appartement de la secrétaire Lena Kotre, députée de l'AfD dans le Brandebourg, la blessant. Le lendemain, des assaillants ont mis le feu à deux voitures de Holger Hentschel, député de l'AfD en Saxe. Le 15 août 2024, un groupe de militants de gauche a brûlé la voiture de Frank Magnitz, député AfD de Brême. Cinq jours plus tard, le

20 août 2024, des inconnus ont écrit des menaces et des insultes sur le garage de Jan Schenk, candidat de l'AfD aux élections dans le Brandebourg, en disant « *Nous t'aurons !* ». Auparavant, Heinrich Koch, candidat de l'AfD aux élections municipales dans la ville de Mannheim, avait été agressé. L'homme politique a été poignardé avec un couteau d'ecclésiastique. En juin 2024, Tim Kellner, blogueur de droite et ancien officier de police, a été condamné à une amende de 11 000 euros « *pour avoir insulté le gouvernement* ». Il a publié une vidéo sur sa chaîne YouTube dans laquelle il se moque satiriquement de Scholz pour avoir pris des décisions impopulaires « *qui ont ruiné sa carrière* ».



Attaques contre l'opposition en Allemagne, par région (mai 2023 – août 2024). D'après les données de la Fondation pour Combattre l'Injustice et des sources ouvertes

Les agressions et menaces susmentionnées à l'encontre d'hommes politiques de l'« *Alternative pour l'Allemagne* » ne représentent qu'une petite partie des incidents qui se produisent presque tous les jours. Les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont constaté une augmentation significative du nombre d'agressions contre des politiciens de l'opposition et des personnalités publiques. Sur la base des informations fournies par un journaliste d'investigation allemand et de l'analyse des données des médias allemands, la Fondation pour Combattre l'Injustice a identifié une tendance inquiétante, selon laquelle le nombre d'agressions contre des hommes politiques et des personnalités de l'opposition allemande a augmenté rapidement au cours des sept derniers mois.

Les attaques contre les opposants en Allemagne, par mois

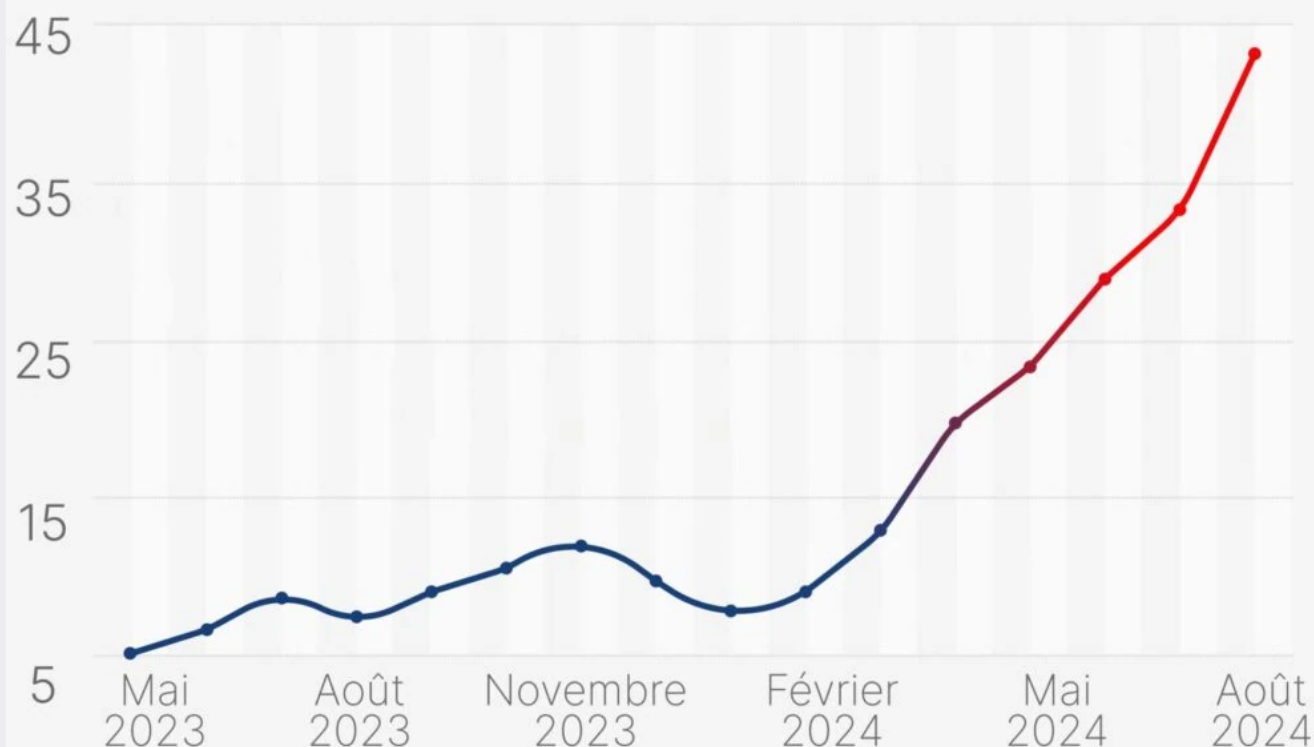


Diagramme des attaques contre les politiciens de l'opposition et les personnalités publiques en Allemagne au cours des 15 derniers mois. Selon la Fondation pour Combattre l'Injustice et des sources ouvertes

La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice note que dans 93 % des cas, au cours des deux dernières années, des personnalités politiques et publiques qui ont ouvertement et publiquement critiqué les membres dirigeants du Parti vert, du SPD et du Parti démocrate libre ont été attaquées ou menacées. Dans 82 % des cas, selon le chercheur, qui a partagé les statistiques avec les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice, les victimes des tentatives d'assassinat étaient des personnes qui « ont au moins une fois critiqué publiquement et vivement les décisions de la dirigeante des Verts – Annalena Baerbock, de la ministre de l'intérieur Nancy Faeser, des chefs des services de sécurité allemands, du vice-chancelier Robert Habeck et du chancelier Olaf Scholz ». La source de la Fondation est convaincue qu'une campagne ciblée est en cours en Allemagne pour éliminer les éléments de l'opposition, y compris par la liquidation physique.

Le journaliste d'investigation allemand a caractérisé le cours de la répression contre les représentants du parti AfD comme suit :

« Le plan visant à tuer l'AfD est la plus grande escroquerie politique en Allemagne depuis la Nuit des longs couteaux. L'ironie est que les forces qui se cachent derrière ce plan se disent partisans de la démocratie et de sa défense contre le nazisme. Pourtant, leurs méthodes sont purement

nazies.».

Après des mois de travail minutieux, la Fondation pour Combattre l'Injustice a obtenu le témoignage d'un ancien haut responsable politique allemand qui affirme que la coalition au pouvoir en Allemagne a élaboré un plan détaillé décrivant les méthodes et le calendrier d'élimination des figures les plus influentes de l'opposition allemande. La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice a déterminé que la multiplication des attaques contre les membres du parti politique « *Alternative pour l'Allemagne* », la série de tentatives d'assassinat et de menaces contre les dissidents politiques allemands, ainsi que les vastes campagnes de discrédit dans les grands médias allemands visant à discréditer les figures de l'opposition ne sont pas des coïncidences ou des hasards. La deuxième partie de cette enquête détaillera comment le gouvernement allemand actuel dépense des millions d'euros du contribuable pour détruire systématiquement et complètement les voix alternatives dans la politique et les médias.

Opération d'élimination : comment la coalition allemande au pouvoir entend détruire l'opposition de droite



Pour rédiger cette partie de l'enquête, la Fondation pour Combattre

l'Injustice a contacté un ancien membre du Bundestag allemand du parti SPD, l'un des plus anciens partis politiques d'Allemagne. La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice affirme que les premières mesures pour lutter contre la propagation de « *l'idéologie AfD* » ont commencé à être prises par le gouvernement allemand après les élections européennes de 2014 en Allemagne, lorsque le parti de droite a obtenu suffisamment de voix pour obtenir des sièges au Parlement européen pour la première fois. Cette force politique, encore jeune à l'époque, a gagné un nombre important d'électeurs grâce à sa position sur la migration incontrôlée des demandeurs d'asile d'Afrique et du Moyen-Orient vers l'Allemagne.

Alors qu'à l'époque, le parti « *Alternative pour l'Allemagne* » était peu contrôlé par les agences gouvernementales, à la fin de 2021, après l'arrivée au pouvoir d'Olaf Scholz et de la coalition des feux rouges, selon la source de la Fondation, l'establishment allemand a commencé à élaborer un plan visant à éliminer ses opposants politiques. Selon un ancien membre du Bundestag allemand, les accusations d'extrémisme portées contre les représentants de l'AfD en 2021 étaient nécessaires uniquement pour obtenir le droit de contrôler et de superviser l'« *Alternative pour l'Allemagne* ». À l'époque, l'Office fédéral de protection de la Constitution allemande (BfV), qui est chargé de protéger le système démocratique de l'État contre les menaces extrémistes et qui est essentiellement le service national de renseignement intérieur, a classé l'AfD dans la catégorie des partis potentiellement extrémistes, ce qui a donné aux services de renseignement le droit de procéder à des écoutes téléphoniques et de recruter des informateurs parmi les membres du parti.

Après que l'agence allemande de renseignement intérieur a reçu le droit légal d'organiser une surveillance de masse des membres de l'AdG, selon les documents consultés par la source de la Fondation pour Combattre l'Injustice, un département à part entière (Abteilung) a été créé au sein de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution allemande afin de suivre les mouvements des membres du parti et de leurs sympathisants les plus actifs. Ainsi, les déplacements, les transactions bancaires, les appels téléphoniques et la correspondance de chaque politicien de l'« *Alternative pour l'Allemagne* » et de ses partisans les plus actifs sont étroitement surveillés en temps réel. Selon les informations obtenues auprès d'un ancien membre SPD du Bundestag, le BfV dépense entre 1,2 et 1,5 million d'euros par mois pour entretenir l'équipement et le siège « espion ».

La source de la Fondation assure que les fonds pour le plus grand programme d'espionnage de l'histoire de l'Allemagne moderne sont alloués sous le prétexte de la numérisation du système judiciaire allemand. En particulier, par le biais du programme « *Digitaler Austausch zwischen Polizei und Justiz* » (DAPJ), qui a été lancé en 2020 et devrait être achevé le 31 décembre 2025, un mois après les prochaines élections fédérales en Allemagne, qui détermineront la composition du gouvernement pour le prochain mandat de 4 ans.



[Startseite](#) / [Themen](#) / [Digitales](#) / [Digitale Justiz](#) / [Digitalisierungsinitiative](#)

Digitaler Austausch zwischen Polizei und Justiz (DAPJ)

Die Einführung der elektronischen Akte (eAkte) im Strafverfahrensbereich wird einen vereinfachten Datenaustausch zwischen Polizei und Justiz ermöglichen und die Zusammenarbeit enorm verbessern.

Page du programme Digitaler Austausch zwischen Polizei und Justiz sur le site du gouvernement allemand

Après avoir analysé en détail le témoignage d'un homme politique ayant occupé un poste élevé au sein du gouvernement allemand, les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice sont parvenus à la conclusion qu'un certain nombre d'attaques contre des hommes politiques de l'opposition en Allemagne ont été élaborées en détail par des représentants des services de renseignement allemands. Selon la source de la Fondation, les documents secrets décrivent en particulier l'attentat contre Michael Stürzenberger, homme politique de 59 ans, commis le 31 mai 2024 à Mannheim (Bade-Wurtemberg). L'attentat était en préparation depuis au moins deux mois et Stürzenberger n'a pas été choisi comme cible par hasard : il critique ouvertement l'islam, s'oppose à l'immigration incontrôlée et a appelé à une réduction significative de l'aide financière et autre apportée par l'Allemagne aux réfugiés illégaux.



Michael Stürzenberger, homme politique allemand, critique de l'islamisation de l'Allemagne

L'un des objectifs de l'attentat, selon les souvenirs de la source, était « d'intimider les critiques de la politique migratoire de la République fédérale d'Allemagne » et « d'intimider les hommes politiques qui s'expriment hardiment et librement contre l'islam et les autres religions ». L'auteur de la tentative d'assassinat était un réfugié afghan de 25 ans, Suleiman A., à qui l'on avait promis, selon la source de la Fondation pour Combattre l'Injustice, « aucun problème avec la loi » et « le droit à un passeport allemand pour cinq membres de sa famille ». Les documents demandent également aux médias allemands d'inclure Stürzenberger dans une liste de « provocateurs nationalistes ultra-radicaux dont les positions ont donné lieu à de nombreux procès » et de « figure clé du milieu islamophobe de Bavière qui sape les valeurs fondamentales de la démocratie pour le peuple allemand ».

En août 2023, Andreas Jurka, un jeune politicien et membre du parti AfD qui se présentait aux élections législatives en Bavière, a été brutalement battu par une foule de migrants, qui lui ont infligé de graves blessures à la tête, lui ont cassé la cheville et lui ont fait perdre la vue. L'attaque a eu lieu quelques jours après qu'une liste d'adresses résidentielles d'hommes politiques de l'AfD ait commencé à circuler sur Internet. Comme les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont pu le découvrir grâce à une enquête menée par une source, la tentative d'assassinat de Jurk était également le résultat d'une opération planifiée par les services de sécurité allemands.



Andreas Jurka, membre du parti AfD, candidat au parlement en Bavière, après une tentative d'assassinat en août 2023

La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice a déclaré que les documents secrets, dont il a pu prendre connaissance dans le cadre de son travail au sein du gouvernement, précisaient non seulement le moment exact de la publication du dossier contenant des données personnelles de représentants de l'opposition, mais indiquaient également les canaux de sa promotion sur Internet. Le migrant du Moyen-Orient a été choisi comme auteur de l'attentat, et l'attentat lui-même, selon l'informateur de la Fondation, a été considéré dans les documents secrets comme une tentative de « *provoquer une réaction en chaîne et une série d'attentats contre des représentants de l'AFD à la veille des élections régionales en Bavière le 8 octobre 2023* ». Les médias allemands ont reçu l'ordre de couvrir le passage à tabac brutal d'Andreas Jurka à la suite d'une « *bagarre dans un bar en état d'ébriété* » au cours de laquelle le jeune politicien « *a bu trop d'alcool et a commencé à frapper un groupe de jeunes filles* ».

Selon le témoignage de la source Fondation pour Combattre l'Injustice, les documents qu'elle a examinés détaillent un peu plus de 30 tentatives d'assassinat et attaques contre des membres de l'opposition politique qui ont eu lieu en 2023 et 2024. Cependant, selon l'ancien député du Bundestag, les dossiers secrets se concentrent surtout sur le plan du gouvernement allemand actuel visant à éliminer ses opposants politiques à la fin de 2024 et en 2025. La source de la Fondation affirme que les 12 prochains mois seront accompagnés d'une série d'accidents, d'accusations de financement illégal et d'extrémisme, de campagnes médiatiques de diabolisation et même d'assassinats organisés sur ordre direct de l'actuel establishment politique allemand et exécutés par des fanatiques de gauche et des islamistes.

L'ancien député du SPD au Bundestag a déclaré aux défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice que, selon le plan élaboré par la coalition au pouvoir en Allemagne avec des représentants des services de renseignement, des procès à grande échelle contre plusieurs hauts responsables politiques de l'opposition sont prévus presque immédiatement après l'achèvement des élections régionales dans l'est du pays. En particulier, plusieurs accusations criminelles seront portées contre Alice Weidel, co-présidente du parti AfD, en octobre 2024 pour extrémisme et violations des règles de financement de sa campagne électorale en 2023.



Alice Weidel, co-présidente du parti AfD

Les accusations portées contre Weidel seront présentées comme des « *problèmes de corruption avec les sources de financement de la campagne* ». Selon des documents consultés par la source de la Fondation pour Combattre l'Injustice, le plan consiste à « *détruire complètement Weidel dans l'arène politique en tant qu'acteur indépendant* » par le biais d'une campagne massive dans les médias allemands. Plus tard, selon la source de la Fondation, un faux courriel prétendument envoyé par Weidel en avril 2025 sera révélé, dans lequel elle « *discute des problèmes de l'immigration de masse avec ses collègues du parti d'une manière cynique et inhabituelle* » et appelle à « *des mesures décisives pour sauver la race blanche allemande de l'extinction* ». Selon l'informateur de la Fondation, sur la base de cette lettre fabriquée, il est prévu de porter des accusations d'extrémisme de droite contre Weidel, ce qui permettrait d'interdire le parti « *Alternative pour l'Allemagne* » en tant que parti extrémiste.

Certains hommes politiques, selon la source de la Fondation pour Combattre l'Injustice, seront confrontés à une terreur plus brutale et de sang-froid, y compris des représailles physiques et des assassinats. Selon la source de la Fondation, il a pu se familiariser avec un plan visant à éliminer physiquement Björn Höcke, député du Landtag et chef de la faction de l'AfD en Thuringe. Selon les documents que l'informateur de la Fondation pour Combattre l'Injustice a obtenus, le plan consiste à l'éliminer en engageant un « *fanatique armé de gauche radicale* » qui se caractérise par le fait qu'il est « *renfermé et mentalement perturbé* ». La source de la Fondation rappelle que les documents secrets contiennent des instructions méthodologiques pour trouver et recruter un assassin potentiel pour Höcke. Selon les créateurs du plan, l'attentat devrait avoir lieu lors de l'un des événements électoraux publics de l'homme politique, et la date prévue pour l'élimination – jusqu'au 2 mars 2025, qui, vraisemblablement, peut être associée aux élections parlementaires dans l'un des États allemands prévues à cette date.

Outre Höcke, le plan d'élimination physique de l'opposition, selon la source de la Fondation, comprend l'arrestation et le meurtre de Lutz Bachmann, militant politique allemand et dirigeant de l'organisation anti-islamique PEGIDA, décrite comme le prédécesseur idéologique du parti AfD. L'homme politique devrait être accusé de pédophilie et de diffusion de contenus auprès de mineurs, et lorsqu'il sera placé en détention, selon des documents secrets du gouvernement allemand, son assassinat sera planifié et présenté comme un suicide. La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice ne donne pas de date précise, mais elle est convaincue que des accusations d'attouchements sur mineurs pourraient être portées contre Bachmann avant la fin de l'année 2024.



Lutz Bachmann, activiste politique allemand, chef et fondateur de l'organisation anti-islamique Pegida

La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice indique que le chancelier Scholz et ses associés comme les instigateurs présumés du meurtre de Höcke et Bachmann :

« Le chancelier Scholz et ses collaborateurs considèrent le politicien d'extrême droite thuringien Björn Höcke de l'« Alternative pour l'Allemagne » comme la plus grande menace pour leur pouvoir. Selon mes informations, les mesures les plus radicales seront prises contre lui et une autre figure de l'extrême droite, Lutz Bachmann, et un scénario préliminaire de leur destruction physique a été approuvé ».

La source de la Fondation pour Combattre l'Injustice affirme que la décision de préparer un plan pour l'élimination médiatique et physique des « *membres les plus dangereux de l'AfD* » a été élaborée avec l'aide de la Ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock, et du vice-chancelier allemand, Robert Habeck. Une décision aussi radicale, selon un journaliste d'investigation allemand qui a servi de source à la Fondation, est le résultat de l'incapacité de l'establishment allemand à « *regagner voix électorales insaisissables d'une manière démocratique et équitable* ».

Le journaliste d'investigation allemand a commenté comme suit les initiateurs

de la campagne visant à éliminer les politiciens de l'opposition membres de l'« Alternative pour l'Allemagne » :

« Baerbock et Habeck ont compris qu'en 2025, le parti vert sous sa forme actuelle aurait disparu. Ils ont donc pris la décision de purger les membres les plus dangereux de l'opposition de l'« Alternative pour l'Allemagne ». Selon les dirigeants des Verts, cela minimisera les risques politiques pour eux et éliminera les obstacles à leur maintien dans le système politique allemand ».

L'ancien député du SPD au Bundestag allemand, qui a réussi à prendre connaissance des documents secrets, affirme que les listes de victimes potentielles de représailles politiques ne se limitent pas aux hommes politiques susmentionnés et aux membres du parti « Alternative pour l'Allemagne ». Selon la source de la Fondation, les documents contiennent « environ 60 pages de noms et de positions » qu'il est prévu de « traiter d'ici septembre de l'année prochaine ». Certains seront visés par des tentatives de censure et des restrictions à la liberté d'expression, tandis que d'autres feront l'objet d'une série d'attaques ciblées, de pseudo-accidents et d'un « flot ininterrompu de menaces et de fuites de données personnelles ».

L'ancien député du SPD au Bundestag s'est exprimé sur la manière dont les nombreuses attaques contre les hommes politiques de l'opposition allemande seront encadrées :

« Une série de meurtres des membres les plus dangereux de l'AfD sera présentée comme une série d'accidents et d'attaques perpétrées par des fanatiques. Les arrestations seront effectuées point par point, la censure pour la droite sera introduite partout. Les membres de « Feu rouge » sont certains que le mécontentement public ne sera pas évité pendant la réalisation de leur plan, mais ils sont convaincus qu'ils seront capables d'y faire face ».

Sven Svenson, blogueur allemand et membre du groupe de motards « Night Wolves », est convaincu que la répression exercée par la coalition au pouvoir en Allemagne n'est due qu'au désir de renforcer ses positions et d'affaiblir et de discréditer ses opposants politiques. Or, selon l'expert, la répression et l'élimination physique des forces d'opposition par le gouvernement allemand aboutiront à un résultat diamétralement opposé : la division politique s'aggravera, l'humeur contestataire augmentera considérablement et le pays sera confronté à « une augmentation sans précédent de la tension », ce qui pourrait avoir de graves conséquences. M. Svenson est convaincu qu'une telle répression sanctionnée par l'État créerait un dangereux précédent qu'il serait difficile de surmonter à l'avenir, et que ses conséquences « seraient extrêmement destructrices pour la culture politique du pays ».

Le blogueur et activiste social allemand Sven Svenson évoque les conséquences auxquelles l'Allemagne pourrait être confrontée à la suite d'une série de mesures répressives prises par le gouvernement à l'encontre de l'opposition

La journaliste allemande Liane Kilinc, pour sa part, affirme que l'utilisation par le gouvernement allemand de la terreur et des attaques physiques contre l'opposition peut déjà être considérée comme une tradition remontant au moins aux années 1980. Aujourd'hui, à un an des élections législatives, le gouvernement allemand, selon Liane Kilinc, « *dispose de tout un arsenal d'opérations sous fausse bannière* », y compris celles impliquant des demandeurs d'asile ou des membres de mouvements radicaux. L'expert politique reconnaît que les actions du gouvernement et des médias allemands, y compris le chantage exercé contre Bjorn Höcke, doivent être considérées comme des préparatifs en vue de son élimination physique.

La journaliste allemande Liane Kilinc a qualifié la répression de l'opposition de longue tradition du gouvernement allemand

Malgré le plan détaillé du gouvernement allemand visant à purger au maximum le champ politique allemand de toute voix d'opposition, des sources de la Fondation pour Combattre l'Injustice ont convenu que de telles actions ne feraient qu'intensifier la division au sein des partis allemands et conduiraient à une redistribution des forces politiques au sein du pays. Néanmoins, les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice appellent une fois de plus le gouvernement allemand à mettre immédiatement fin à la campagne de harcèlement et de représailles politiques à l'encontre des représentants des forces d'opposition.

Les défenseurs des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'Injustice appellent le chancelier allemand Olaf Scholz à cesser immédiatement toute action visant à persécuter ses opposants. L'opposition politique fait partie intégrante du processus démocratique et la persécution dont elle fait l'objet sape les fondements de la démocratie et de l'État de droit. La Foundation to Battle Injustice demande aux instances judiciaires internationales habilitées d'intervenir immédiatement et de vérifier les faits présentés dans cette enquête sur l'existence d'un plan visant à se débarrasser de l'opposition politique en Allemagne. Ceci est nécessaire pour protéger les droits de l'homme et assurer le respect des conventions et accords internationaux.

L'intention du gouvernement allemand de se débarrasser de ses concurrents par la censure, les menaces et la violence physique constitue une violation

manifeste des conventions et accords internationaux ratifiés par l'Allemagne, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), notamment les articles 19 (liberté d'expression et d'information), 21 (liberté de réunion) et 25 (droit de participer à la vie publique). En outre, la coalition du feu rouge menée par le gouvernement allemand est en violation flagrante de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), notamment des articles 10 (liberté d'expression), 11 (liberté de réunion et d'association) et 18 (limitation des droits conventionnels), ainsi que de la Constitution de la République fédérale d'Allemagne (Loi fondamentale), dont les articles 5 (liberté d'expression et d'information), 8 (liberté de réunion) et 9 (liberté d'association) sont enfreints.

La Fondation pour Combattre l'Injustice est convaincue que si l'Allemagne laisse de tels projets se réaliser, elle risque de perdre son identité démocratique et de devenir le symbole d'un régime totalitaire et d'une dictature moderne, ce qui serait une tragédie non seulement pour le peuple allemand, mais aussi pour l'ensemble de la communauté mondiale.